

Résilience économique et réformes structurelles en Algérie

Economic resilience and structural reforms in Algeria

Rabah TARMOUL¹, Karim SI LEKHAL^{2,*}

¹ Enseignant-Chercheur, Maître de conférences « A » à la FSECG de l'Université de Bejaia (Algérie). (rabah.tarmoul@univ-bejaia.dz)

² Chercheur en économie du développement, diplômé d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines (France). (karim.silekhal@gmail.com).

Date de réception : 09/12/2025 ; Date de révision : 15/12/2025 ; Date d'acceptation : 21/05/2026

Résumé : Cet article a pour objectif d'étudier les multiples vulnérabilités qui caractérisent l'économie algérienne et d'expliquer comment celles-ci réduisent sa résilience face aux chocs extérieurs qui la menacent. Une fois, les fragilités identifiées, des pistes de réformes structurelles essentielles seront proposées.

Partant d'une revue littéraire sur la résilience économique et des données empiriques, nous mettrons en évidence, par les chiffres, la forte dépendance du pays vis-à-vis des ressources pétrolières et gazières, dont les recettes sont fortement assujetties aux prix du marché mondial. Ensuite, nous montrerons comment les déficits budgétaires récurrents et les gaspillages qui caractérisent la gouvernance publique réduisent l'efficacité de l'action de l'Etat et affaiblissent de fait la résilience de l'économie nationale. Enfin, nous étudierons les principales réformes structurelles à mettre en place pour renforcer la résilience et la croissance économique.

Mots clés : Résilience économique, vulnérabilité économique, chocs négatifs, diversification économique.

Codes de classification JEL: O11, E01, E66, H6.

Abstract : This article aims to study the multiple vulnerabilities which characterize the Algerian economy, and to explain how these vulnerabilities reduce the country's resilience to external shocks. Once the weaknesses are identified, key structural reforms will be proposed.

Using a literary review on economic resilience and empirical data, we will highlight, through figures, the country's strong dependence on gas and oil resources, whose revenues are heavily subject to the global market. Then, we will show how the recurring budget deficits and the wastefulness that characterize the public governance reduce the efficiency of State action and thus consequently reduce the resilience of the national economy. Ultimately, we will examine the main structural reforms that need to be implemented to reinforce the country's resilience and economic growth.

Keywords: Economic resilience, economic vulnerability, negative shocks, economic diversification.

JEL Classification Codes : O11, E01, E66, H6.

*. Karim SI LEKHAL karim.silekhal@gmail.com

Introduction:

Dans un monde caractérisé par de fréquents mouvements politiques, économiques, sociaux et sanitaires provoquant des ondes de chocs de plus en plus intenses, la recherche d'une croissance économique accélérée et durable constitue l'obsession de tout gouvernement qui cherche à offrir à sa population un standard de vie en progression continue. De nos jours, avec la multiplication des conflits militaires et l'exacerbation des tensions entre les grandes nations, l'objectif de performances économiques, ne suffit plus pour garantir une prospérité et le devenir d'une nation, il doit, désormais, se conjuguer avec celui de la consolidation de la résilience, pour se parer des fluctuations et des chocs extérieurs. Que signifie la résilience pour une économie ?

La résilience est un concept utilisé dans plusieurs disciplines scientifiques, à l'image de la biologie, de la psychologie, des sciences de l'environnement et de l'économie. C'est un concept en permanente évolution, sa portée actuelle tend à céder la place à un contenu plus complexe dans un monde qui connaît de plus en plus d'échanges et de conflits. C'est un concept qui fait référence, en premier lieu, à la stabilité, à un état d'équilibre présumé. Il met l'accent singulièrement sur la résistance d'un système, économique en l'occurrence, à une perturbation extérieure et sur la réactivité de celui-ci à revenir à l'équilibre initial. Par exemple, en sciences de l'environnement et en écologie, la résilience renvoie à la capacité des écosystèmes à faire face aux catastrophes naturelles tels que les tremblements de terre, les ouragans, les inondations ou les sécheresses (M. Jolles et al. 2023, p. 2). Dans le domaine de l'économie, le concept de résilience revêt principalement deux aspects : la capacité d'une économie à absorber les chocs externes, et sa capacité à reprendre rapidement son niveau de croissance d'avant la perturbation. En termes macroéconomiques, cela se traduit par la réactivité, plus ou moins rapide, d'une l'économie pour se repositionner, à nouveau, sur son sentier de croissance potentielle. Ainsi, améliorer la résilience d'une économie signifie réduire le risque que celle-ci s'écarte - de manière significative - de sa trajectoire de convergence vers son niveau de production potentielle (Briguglio et al., 2009, p. 6). Les recherches les plus récentes en sciences économiques proposent à ce concept une autre dimension qui considère les systèmes à multiples équilibres. Désormais, la résilience économique met davantage l'accent sur les conditions dans lesquelles les perturbations peuvent faire basculer un système d'un équilibre vers une situation de déséquilibre. De nos jours, l'étude de la résilience économique se fixe pour objectif de mesurer l'ampleur des perturbations qui peuvent être absorbées par un système donné, avant que celui-ci ne change de structure, par la modification des variables et des processus qui contrôlent son comportement (R. Pendall, M. Cowell, 2009, p. 3).

Cet article vise à étudier les relations entre les vulnérabilités macroéconomiques et la résilience économique, plus particulièrement en Algérie. La démarche de recherche suivie, ici, se décline en trois grandes parties. La première partie traite de la revue littéraire sur le concept de la résilience économique et les facteurs de vulnérabilité qui caractérisent les économies en développement face aux chocs extérieurs. La seconde partie aborde, dans une démarche empirique, le cas de l'économie algérienne. Elle souligne, par les chiffres, les fragilités macroéconomiques et financières dues à la forte dépendance du pays vis-à-vis de ses ressources pétrolières et gazières et à la mauvaise gouvernance publique. La troisième partie, quant à elle, propose une série de réformes structurelles à mettre en œuvre pour renforcer la résilience de l'économie algérienne et favoriser sa croissance économique.

I– Le concept de la résilience économique, revue de littérature

La résilience est fortement corrélée aux vulnérabilités macroéconomiques et financières d'un système économique. C'est un concept utilisé, par les économistes et analystes, pour caractériser les risques que des chocs exogènes pourraient faire subir à une économie donnée. Elle se définit en rapport avec l'exposition du pays à des chocs extérieurs résultant le plus souvent de l'ouverture de son économie aux marchés internationaux. Car une économie ouverte sur les marchés mondiaux est une économie vulnérable par essence. Elle est exposée aux fluctuations économiques que peuvent provoquer des chocs exogènes, singulièrement lorsqu'il s'agit d'une économie en développement dépourvue d'industries fortes et dont les exportations sont faibles et sont souvent fortement concentrées sur les matières premières brutes. Les vulnérabilités économiques constituent un frein à la croissance économique et un facteur qui dégrade, de fait, la

capacité de résilience économique des pays en quête d'industrialisation (L. Briguglio et G. Cordina, 2008, p. 4).

Comme nous l'avons indiqué précédemment, la résilience économique est la capacité d'une économie à se remettre rapidement d'un choc négatif. Elle revoie également à la capacité d'un système économique à résister aux chocs, notamment exogènes. La première conception que les économistes ont donnée à la résilience économique est en lien avec les actions menées par les pouvoirs publics pour contrecarrer les effets des chocs extérieurs négatifs. Cela se fait principalement par le biais des politiques macroéconomiques discrétionnaires. On peut citer les politiques visant la réduction des dépenses publiques (pour assainir les finances publiques) ou la diminution des impôts (pour relancer l'activité économique). Le second sens que revêt cette notion de résilience économique, se rapporte à la flexibilité des marchés qui permettent à l'économie concernée d'absorber les éventuels chocs négatifs.

L'ouverture non préparée d'une économie en développement à la concurrence internationale constitue donc un facteur pouvant accroître la sensibilité de celle-ci aux fluctuations externes, sur lesquelles elle ne peut exercer aucune influence ou contrôle. Ainsi, la décision d'ouverture d'une économie fragile à l'international, pour tenter de la faire bénéficier des bienfaits du commerce international, devrait être dictée par les performances et les conditions structurelles de l'économie en question. Les expériences d'ouverture économique qui sont faites dans la précipitation ou sous la contrainte du FMI qui conditionne ses aides financières aux Etats avec la mise en œuvre de plans de restructuration se sont toutes soldées par des échecs. On peut citer à titre d'exemple le plan d'ajustement structurel que le FMI a imposé à l'Algérie dans les années 1990, qui a conduit à des dizaines de milliers de licenciements, et à la fermeture de centaines d'entreprises.

L'étroitesse du marché intérieur, la faiblesse des stocks des ressources naturelles, l'incapacité du système productif national à satisfaire la demande interne grandissante sont autant de facteurs qui conduisent les gouvernements à ouvrir leurs économies aux échanges commerciaux internationaux, sans forcément préparer les acteurs économiques à la concurrence. La mise en œuvre d'une politique commerciale modifie la structure économique du pays concerné et celles de ses partenaires économiques. Dans le cas des pays en voie de développement, la concentration des exportations sur une seule ressource première (pétrole, gaz, bois...) ou une gamme limitée de produits peu concurrentiels accentue les vulnérabilités liées à l'ouverture économique. D'où l'importance d'une diversification économique et d'une montée en compétitivité des productions nationales avant de démanteler toutes les restrictions tarifaires et non tarifaires. En outre, pour les économies en quête du développement industriel, le risque des chocs négatifs se rapporte aussi à la disponibilité des produits et aux coûts des importations (énergie, produits alimentaires, intrants industriels...). Les dotations de l'économie en ressources, les performances de son appareil productif et sa capacité à substituer une production nationale aux importations sont les principaux facteurs qui déterminent la résilience d'une nation.

La levée des contraintes structurelles qui sont à l'origine des vulnérabilités économiques constitue un préalable pour consolider la résilience économique. Parmi les facteurs qui renforcent la résilience, on peut citer : la stabilité macroéconomique et la pérennité des sources de financement de l'Etat et de ses institutions, l'efficacité du marché national (des biens et services, du travail, bancaire, etc.), le renforcement des facteurs sociopolitiques mesurés par la bonne gouvernance politique et le développement social. Un contexte de vulnérabilités économiques ne peut que réduire la capacité d'une économie à absorption des chocs économiques négatifs. Car les fragilités économiques et financières sont de nature à miner la confiance des agents économiques, et réduire, par voie de conséquence, l'efficacité de l'action publique pour le développement. La stabilité macroéconomique, qui globalement reflète un équilibre entre l'offre globale et la demande globale constitue un facteur important pour atteindre un équilibre interne (Briguglio et al. 2006, p 5). Mais la stabilité macroéconomique signifie surtout un équilibre budgétaire durable, un faible taux de chômage et un niveau acceptable de la dette publique extérieure. Notons, que ces indicateurs sont fortement influencés par la politique économique, monétaire et fiscale, et peuvent être mesurés principalement par trois variables : le ratio déficit budgétaire/PIB, la somme des taux de chômage et d'inflation et le ratio dette/PIB. L'efficacité des marchés se rapporte, quant à elle, à leur rapidité d'ajustement vers l'équilibre, suite à un choc exogène : plus l'ajustement est rapide, moins les effets d'un choc sont ressentis. Si les marchés nationaux ne sont pas efficaces et

s'ajustent très lentement, leur déséquilibre risque de persister, et les ressources disponibles dans l'économie ne seront pas allouées systématiquement de manière efficace (ressources inemployées, des actifs inoccupés, gaspillages ou de pénuries sur les marchés des biens et services, rationnement de crédit, etc.).

Pour mesurer l'efficacité des différents marchés d'une économie, on retient, aussi, la qualité de réglementation du crédit en vigueur, la réglementation du marché du travail et le climat des affaires. Ainsi, pour plus de performances économiques, les autorités en charge du développement cherchent à rendre les marchés plus flexibles afin d'accélérer leur retour à l'équilibre, et d'assurer une meilleure allocation des ressources économiques disponibles. En outre, l'efficacité des différents marchés exige la prise en compte des contraintes procédurières et bureaucratiques qui pèsent naturellement sur le niveau de la concurrence, qui constitue une condition essentielle à la diversification des productions et à l'innovation. Car le contrôle de l'activité des entreprises par l'organe administratif, s'il est exagéré, pourrait réduire leur potentiel de production, et par conséquent l'efficacité des marchés. Aussi, les lenteurs bureaucratiques qu'induisent les différentes autorisations, exigées par les administrations, retardent l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché, et découragent donc l'investissement productif. Les économies dirigées, qui connaissent une forte présence de l'administration dans la sphère économique, rencontrent souvent de sérieuses difficultés à faire émerger un secteur productif privé performant. La multiplication des démarches administratives exigées empêchent l'ajustement rapide des marchés, et réduisent de leur capacité à absorber les chocs externes. Cette inefficacité pénalise la résilience de l'économie concernée. Par exemple, la fixation d'une importante allocation de chômage, par l'administration, pourrait dissuader les chômeurs de se positionner sur des postes d'emploi non pourvus. Les réglementations excessives en matière de recrutement et de licenciement sont susceptibles de réduire considérablement la flexibilité du marché du travail et d'alimenter un chômage structurel. En somme, une réglementation inefficace et/ou instable va certainement limiter la capacité d'une économie à se préparer à toutes les éventualités, particulièrement les plus défavorables.

L'autre élément essentiel au bon fonctionnement d'une économie et au renforcement de sa résilience est la bonne gouvernance. C'est un concept développé par les instances internationales, particulièrement la banque mondiale et le FMI à la fin des années 1980. Un concept polysémique, du fait qu'il ne fait pas consensus sur son contenu entre les décideurs politiques et les chercheurs-universitaires. De nombreux auteurs et organisations internationales ont produit un large éventail de définitions pour tenter de cerner ce concept de gouvernance (D. Kaufmann et al., 2010, p. 3). Au sens de la Banque Mondiale (1999 et 2002), l'instauration de la bonne gouvernance est assujettie à quatre conditions, à savoir : l'édification d'un Etat de droit, dont la pierre angulaire est l'indépendance du système judiciaire garantissant le respect des lois et assurant la sécurité des citoyens ; une administration qui gère de manière efficiente l'argent public, tout en évitant l'inflation et en réprimant la corruption ; un gouvernement qui rend compte de ses actions à la population, et une transparence dans la gestion des affaires publiques, par le biais de l'accès libre et facile à l'information par les citoyens.

D'une manière générale, la gouvernance politique renvoie à la façon dont un Etat et ses institutions exercent l'autorité et rendent les décisions. Elle se mesure par plusieurs indicateurs (Indicateurs Mondiaux de la Gouvernance) développés principalement par D. Kaufmann et al., (2010). Ces indicateurs sont accés principalement sur trois dimensions, à savoir : le processus de sélection, de contrôle et de remplacement des gouvernements et la liberté d'expression ; la stabilité politique et l'absence de violence et /ou du terrorisme ; la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre efficacement des politiques judicieuses. Un volet de ces indicateurs qui se rapporte à la qualité des services publics, à la qualité de la fonction publique et son degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, à la qualité de la réglementation, plus particulièrement celle qui favorise le développement du secteur privé. Dans le même sillage, le PNUD (2002, 2006) considère la bonne gouvernance comme la capacité d'un gouvernement à assurer la stabilité politique, la cohésion sociale et à garantir la croissance économique au moyen de la mobilisation et de la gestion des ressources financières, matérielles et humaines disponibles. La bonne gouvernance est concrètement atteinte lorsque la gestion des ressources disponibles est optimale, c'est-à-dire efficace en termes de croissance économique et équitable en matière de redistribution des richesses. Une bonne gouvernance permet d'améliorer de façon durable les conditions de vie de la population et de réduire la pauvreté de façon permanente. Sans de tels mécanismes d'efficience et de justice sociale, les chocs négatifs pourraient facilement engendrer un chaos et des troubles

économiques et sociaux. Les effets de la vulnérabilité seront alors amplifiés. En revanche, une bonne gouvernance renforce la résilience d'une économie (L. Briguglio et al., 2009, p 13).

En outre, le développement social joue un rôle très important dans la résilience économique d'une économie. Il offre à l'économie plus de ressources humaines et de cohésion sociale pour mieux encaisser les chocs extérieurs et réduire les perturbations de l'activité que ces derniers sont susceptibles de provoquer. La cohésion sociale favorise le bon fonctionnement d'une économie, en favorisant, notamment, l'essor des initiatives des individus et des groupes d'individus. Elle permet aussi de réduire l'intensité de la contestation sociale qui pourrait être néfaste à la croissance et à l'adhésion des populations aux projets politiques et économiques que proposent les élites gouvernantes. Aussi, l'existence d'une culture de dialogue social entre les différents corps de la société rend possible les négociations, les compromis, les corrections et les améliorations à apporter aux politiques publiques adoptées, pour plus d'efficacité. A ce titre, le dialogue social et la concertation des partis politiques, des syndicats et des représentants de la société civile constituent donc des facteurs importants pour consolider la résilience économique d'une nation.

Pour mesurer le degré de la résilience économique d'un pays, en plus des indicateurs de croissance économique, de la bonne gouvernance, du taux de chômage, du taux d'inflation et de dépendance vis-à-vis de l'étranger, les économistes et les instances internationale retiennent aussi les indicateurs liés aux composantes de l'indice de développement humain (IDH) développé par PNUD. Ils indiquent aussi que dans un contexte d'une économie peu productive, peu diversifiée et fortement dépendante des marchés extérieurs, comme c'est le cas de beaucoup de pays en développement, l'impact des politiques macroéconomique pour plus de résilience, demeure le plus souvent mitigé, du fait de l'informel et des comportements rentiers qui limitent la portée des mécanismes monétaires et budgétaires actionnés par les gouvernants.

Après avoir passé en revue, même succinctement, la notion de la résilience économique et ses diverses implications, nous allons à présent nous pencher sur cas de l'Algérie, qui nous intéresse ici. Notre démarche dans la section suivante sera guidée par les questionnements suivants. Quelles sont les principales fragilités macroéconomiques de l'économie algérienne ? Comment ces fragilités réduisent-elles le potentiel de croissance du pays et minent-elles sa résilience économique dans un monde de plus en plus instable à cause des conflits géopolitiques incessants qui opposent les grandes nations ?

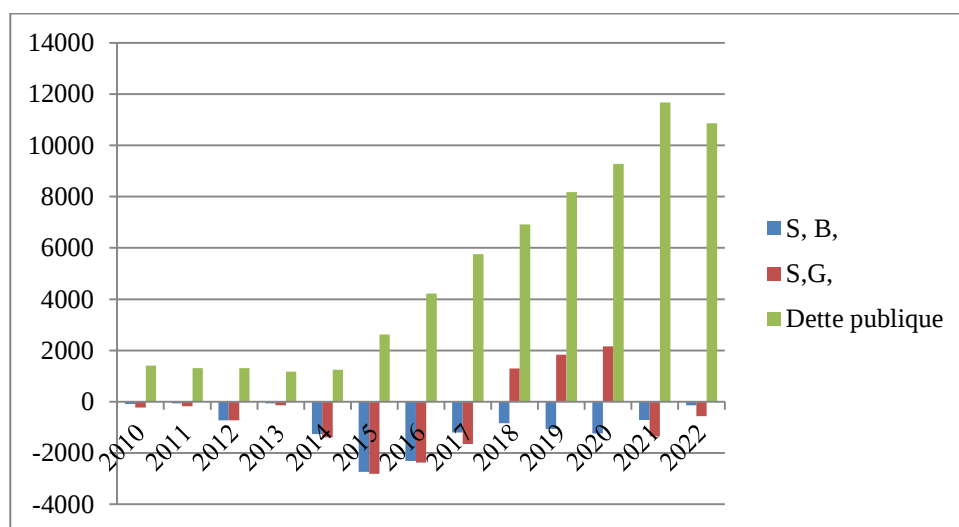
II-Vulnérabilités et résilience de l'économie algérienne

Il n'est pas simple d'étudier les vulnérabilités de l'économie algérienne et sa résilience économique, car les statistiques et études sur ce sujet ne sont pas légion. Lorsque des données quantitatives existent, elles ne sont pas toujours accessibles aux chercheurs et universitaires. Cela dit, l'économie algérienne demeure peu productive de richesses réelles, peu diversifiée et fortement dépendante de l'extérieur. On peut déduire, sans prendre le risque de nous tromper, que l'impact des différentes politiques macroéconomiques menées depuis plus de trente ans n'ont pas permis au pays de connaître un décollage économique et industriel effectif. Par conséquent, la résilience économique de l'Algérie demeure, elle aussi, fragile. Ce manque d'efficacité des politiques économiques s'explique essentiellement par la nature rentière du modèle économique adopté, et qui fait que la priorité des agents économiques n'est pas de produire des richesses et du progrès, mais de capter le maximum des richesses redistribuées, de spéculer et de verser dans l'informel pour échapper aux prélèvements obligatoires que sont les taxes et impôts. Dans ces conditions les comportements rentiers et spéculatifs limitent naturellement la portée des mécanismes monétaires et budgétaires et réduisent l'efficacité des instruments dont disposent les pouvoirs publics pour influencer sur l'activité économique. Quelles sont les principales vulnérabilités qui caractérisent l'économie algérienne, et comment celles-ci réduisent-elles la résilience économique du pays, particulièrement en cette période d'incertitudes, de tensions géopolitiques et de conflits militaires ? Nous tenterons d'analyser dans ce qui suit l'origine des fragilités de l'économie algérienne et de montrer en quoi ces dernières risquent de neutraliser les actions de l'Etat pour le développement économique et social, notamment, en matière d'amélioration du climat des affaires, de gouvernance économique, de développement social et de stabilisation macroéconomique et financière.

II.1. Un déficit budgétaire récurrent qui réduit l'efficacité de l'action publique pour le développement.

En Algérie, depuis 2010, le budget de l'Etat enregistre chaque année un déficit important. Celui-ci s'est creusé considérablement entre 2012 et 2020 : il est passé de 718,8 milliards de DA en 2012 à 1242,20 milliards en 2020, en raison de la baisse des recettes procurées par la fiscalité pétrolière. Ce manque dans les recettes de l'Etat, devenu récurrent, a entraîné l'aggravation du déficit global des finances publiques, qui a atteint 1 353,07 milliards de DA en 2020, alors qu'il s'élevait à 718,8 milliards en 2012, soit une augmentation de plus de 88%, en l'espace de huit années à peine, comme on peut le constater sur le diagramme suivant.

Figure (1) : solde budgétaire, solde global et dette publique en milliards de DA constant (année de base = 2012)



Source : Données issues des différents rapports annuels publiés par la Banque d'Algérie, que nous avons déflaté par le déflateur du PIB publié par la banque mondiale.

Notons que le déficit budgétaire et celui du solde global ce sont quelque peu résorbés en 2022 : le déficit budgétaire était à 137,11 milliards de DA et le déficit global à 563,04 milliards de DA, mais le rééquilibrage des deux comptes est loin d'être atteint. Cette baisse des déficits est due principalement à l'augmentation des recettes de l'Etat qui ont enregistré un accroissement de près de 20% entre 2021 et 2022, grâce aux revenus des hydrocarbures. La part de la fiscalité pétrolière s'élève désormais à près de 60% du budget de l'Etat. Sur la même période (2021 - 2022), les recettes de la fiscalité ordinaire, quant à elles ont diminué de près de 11% et les recettes non fiscales de l'Etat ont diminué de près de 41%. L'examen détaillé de l'évolution des principaux composants de la fiscale ordinaire, entre 2021 et 2022, montre que les impôts sur les revenus et les bénéfices des entreprises ont diminué de près de 15%, les impôts sur les biens et services ont baissé de 6,32 %, les impôts sur les salaires ont reculé de 28,12% et les produits des douanes, quant à eux, ont diminué de 15,18 %. Concernant les recettes non fiscales, c'est le poste des dividendes de la banque centrale qui s'est plus détérioré. Il a décré de plus de 53%, entre 2021 et 2022. Au total, la légère amélioration des recettes de l'Etat algérien entre 2021 et 2022 est générée principalement par l'augmentation des recettes de la fiscalité pétrolière, y compris les dividendes réglés par la Sonatrach, et non par l'élargissement de l'assiette fiscale avec la création de nouvelles unités de production ou la concrétisation de nouveaux projets d'investissement.

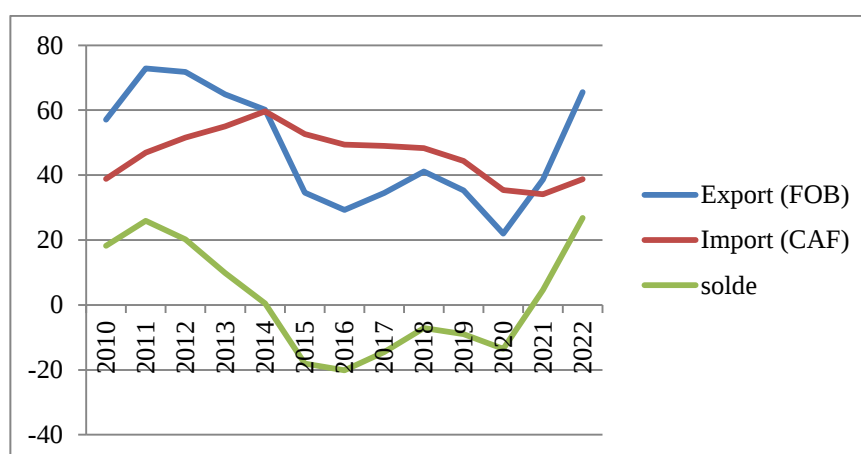
Du côté des dépenses, l'évolution des principaux comptes montrent que les dépenses totales de l'Etat ont enregistré une augmentation de 4,72% entre 2021 et 2022. Les dépenses courantes ont augmenté de 15,42%, alors que les dépenses en capital ont reculé de 10,92% sur la même période (2021-2022). Les dépenses liées aux transferts sociaux et subventions ont aussi enregistré une augmentation très significative entre 2021 et 2022 : le Poste « transferts courants hors services administratifs » a connu une progression de 65,61%. Par contre, les autres dépenses courantes ont

enregistré une diminution, c'est le cas des dépenses des services de l'administration et des dépenses en salaires et allocations des fonctionnaires de l'Etat. Il est à noter, également, qu'en 2022, les dépenses courantes représentent 73,52% du total des dépenses de l'Etat, dont 38,21% pour les transferts hors services administratifs et 36,24% pour les salaires et les cotisations sociales des salariés de l'Etat (les salaires et les allocations sans cotisations représentent 29,75% des dépenses courantes de l'Etat).

L'analyse, même sommaire, de la structure du budget de l'Etat algérien, nous montre que le budget de la nation dépend amplement de l'activité du secteur des hydrocarbures. C'est un budget alimenté principalement par la fiscalité pétrolière et les dividendes payés à l'Etat par la compagnie nationale d'exploitation des hydrocarbures (la Sonatrach), alors que les dépenses sont composées essentiellement des transferts sociaux, des salaires des fonctionnaires et des dépenses de construction d'infrastructures publiques. Une telle configuration du budget révèle au moins deux caractéristiques structurelles de l'économie nationale. D'abord, le modèle de croissance adopté par le pays demeure centré sur la demande et non sur l'offre ; le régime d'accumulation est fondé sur la transformation des produits de la rente générée par l'exportation des hydrocarbures en transferts sociaux et subventions et dans un degré moindre en capital public. Ce modèle économique choisi a généré des distorsions structurelles dans l'architecture du tissu productif national et une prolifération de l'informel qui a réduit les recettes de la fiscalité ordinaire. Naturellement ces faiblesses structurelles menacent la pérennité des financements et amenuisent la résilience de l'économie nationale. En effet, une baisse durable des prix et/ou de l'activité des hydrocarbures remettrait en cause la soutenabilité du déficit budgétaire. La poursuite d'un tel rythme de dépenses non productives contraindrait le pays à recourir au financement non conventionnel - porteur de risques inflationnistes – ou à recourir à l'endettement international, option qui risque de porter atteinte à la souveraineté économique du pays.

Cette dégradation de équilibres financiers du pays fragilise la résilience de l'économie algérienne, et ce malgré le rééquilibrage de la balance commerciale devenue excédentaire pour deux années de suite 2021 et 2022. Cette amélioration n'est malheureusement pas le fruit d'une performance économique exceptionnelle mais le résultat d'une amélioration nette dans recettes tirées de l'exportation des hydrocarbures : les exportations des hydrocarbures ont connu un accroissement de plus de 70%, alors que les importations n'ont diminué que 3,84% entre 2021 et 2022, comme on peut le constater sur le graphique suivant.

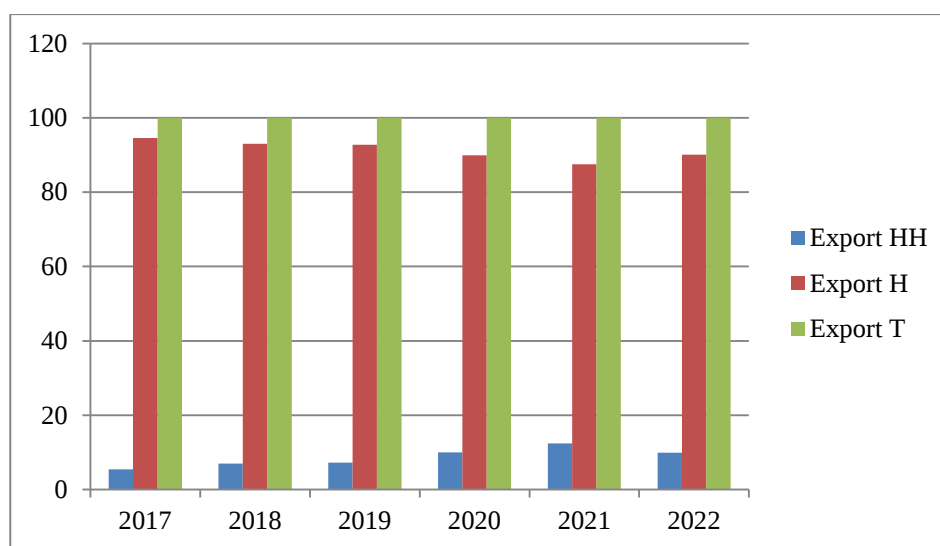
Figure (2) : Exportations, importations et solde commercial, en milliard de \$ US



Source : Données des différents rapports annuels publiés par la banque d'Algérie, synthétisées par les auteurs.

Il importe de souligner, ici, que si les recettes des exportations des hydrocarbures ont connu un réel rebond en 2021 et 2022, suite à la reprise de la croissance mondiale post-Covid, le volume des exportations hors hydrocarbures demeure, quant à lui, trop faibles, comme le montre les données du graphique suivant.

Figure (3) : Exportations des hydrocarbures et hors hydrocarbures en (%)



Source : Données des différents rapports annuels publiés par la Banque d'Algérie, que nous avons déflaté par le déflateur du PIB publié par la banque mondiale.

On peut voir que la part des exportations hors hydrocarbures dans les exportations totales a presque doublé entre 2017 et 2022. Leur volume a atteint près de 10% des exportations en 2022, alors qu'il ne représentait que 5,45% en 2017. La part des hydrocarbures dans le total des exportations algérienne, quant à elle a légèrement reculée. Elle est passée 94,54% en 2017 à 90% en 2022. Ainsi, les exportations algériennes tendent à se diversifier (mais lentement) en dehors des hydrocarbures, grâce aux différentes mesures des autorités pour renforcer la production nationale. L'objectif recherché est de procurer au pays des ressources autres que celles générées par la seule rente des ressources naturelles. Cette diversification économique – à renforcer certes – va certainement contribuer à diluer les risques macroéconomiques, et à soutenir la résilience de l'économie nationale.

Malgré une légère amélioration des principaux indicateurs économiques ces dernières années, l'examen détaillé des contributions des différents secteurs économiques aux exportations nous renseigne que ce sont les branches dépendantes des importations qui sont principalement à l'œuvre des exportations hors hydrocarbures de l'Algérie. Cette dépendance en équipements et *inputs* de l'étranger constitue une vulnérabilité d'approvisionnement, singulièrement en temps de crise (prix et disponibilités). La dépendance de l'extérieur est une autre vulnérabilité qui vient se greffer aux fragilités dues aux fluctuations des marchés pétroliers. Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici que l'économie algérienne dépend fortement des exportations des hydrocarbures et que ses exportations hors hydrocarbures sont constituées en grande partie de produits bruts ou semi finis avec une faible valeur ajoutée.

Au total, les capacités d'adaptation et de résistance de l'économie algérienne face aux chocs extérieurs défavorables demeurent faibles, et ce malgré les efforts fournis par les autorités ces dernières années pour amplifier les capacités productives nationales. Les efforts de rééquilibrage du solde commercial doivent être poursuivis et intensifiés par des réformes structurelles permettant l'émergence d'unités de production et de transformation capables de gagner des parts de marché à l'international. Car, aujourd'hui encore, l'Algérie ne dispose pas encore d'un appareil productif solide et performant, comme on va le voir dans la section suivante.

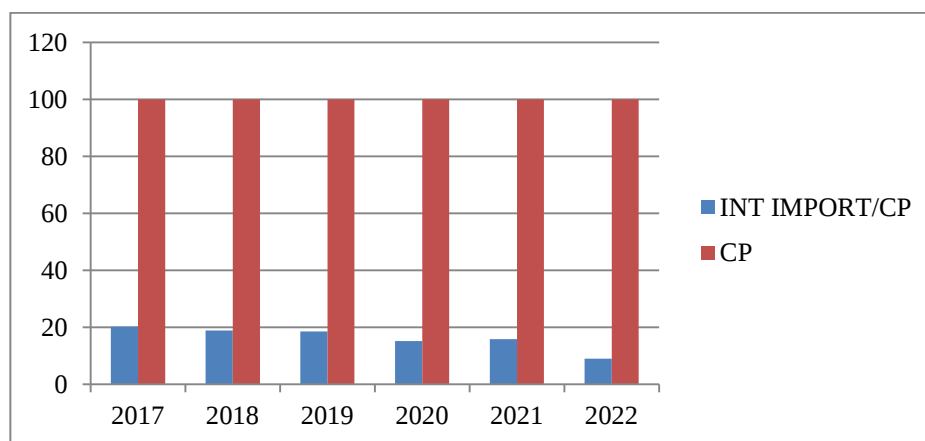
II.2. Un secteur productif faible et fortement dépendant des importations.

En terme réel, de 2000 à 2023, le rythme de croissance de la création des richesses en Algérie est d'une moyenne annuelle de 2,55%. Pour l'année 2023 par exemple, ce taux de croissance est de 2,93 %. Cette progression du PIB algérien est principalement l'œuvre de cinq secteurs économiques, à savoir le secteur des hydrocarbures avec une contribution de 29,73%,

l'agriculture avec 17,94%, le commerce et BTPH avec respectivement 14,85% et 14%, et le secteur des transports et des communications avec une contribution de 10,53%. Les industries, quant à elles, ne contribuent que faiblement à la croissance économique du pays, avec seulement 5,18% en 2023. Il est à noter, aussi, que depuis 2015, le secteur des hydrocarbures marque un léger recul en faveur des secteurs agricole, du BTPH et du commerce. Néanmoins, la progression significative des revenus des hydrocarbures ces dernières années, après une forte chute en 2014 et en 2020, montre que la croissance du secteur marchand de l'économie nationale s'est bâti essentiellement autour des hydrocarbures. Le pays ne dispose pas encore d'une base industrielle réelle en dehors de l'exploitation des matières premières (pétrolières et gazières). La dépense publique financée par les recettes des hydrocarbures reste le principal moteur de la croissance économique de l'économie algérienne. Dès lors, nous nous interrogeons sur les capacités réelles des autres secteurs économiques considérés comme stratégiques (industriel, agricole, tourisme, etc.) à renforcer la résilience de l'économie nationale.

En dépit de ces fragilités dans la structure de l'économie nationale, l'étude des données courantes des importations, montre les frémissements d'un desserrement possible. Parmi ces améliorations, on peut citer la réduction de la dépendance du secteur productif algérien concernant les intrants importés (matières premières, semi-produits et produits bruts). En termes courants, la part des importations des intrants dans les consommations productives (consommation intermédiaires) était de 17 % en 2017, elle ne représente que 11% en 2022. Cette légère amélioration résulte d'une remontée de certaines filières, à l'instar de la filière du ciment, du rond à béton et de la céramique. Il importe de noter, à ce sujet, que ces dernières années pour relancer l'économie nationale, les pouvoirs publics ont multiplié les attributions des permis d'exploitation pour les carrières et les mines de fer. Ce qui a renforcé l'offre locale de matières premières, particulièrement, pour la branche des matériaux de construction, du verre et céramique et de la branche industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électroniques (ISMME). Ce grain relatif d'indépendance vis-à-vis de l'extérieur est à renforcer, car il permet la stabilité de l'économie nationale, atténue les éventuelles perturbations liées aux fluctuations de l'offre sur les marchés internationaux et pourrait consolider la résilience économique du pays. Le diagramme suivant retrace l'évolution des parts des importations d'intrants dans les volumes des consommations productives de l'ensemble du tissu productif algérien.

Figure (4) : La part des importations des intrants dans les consommations productives en (%)



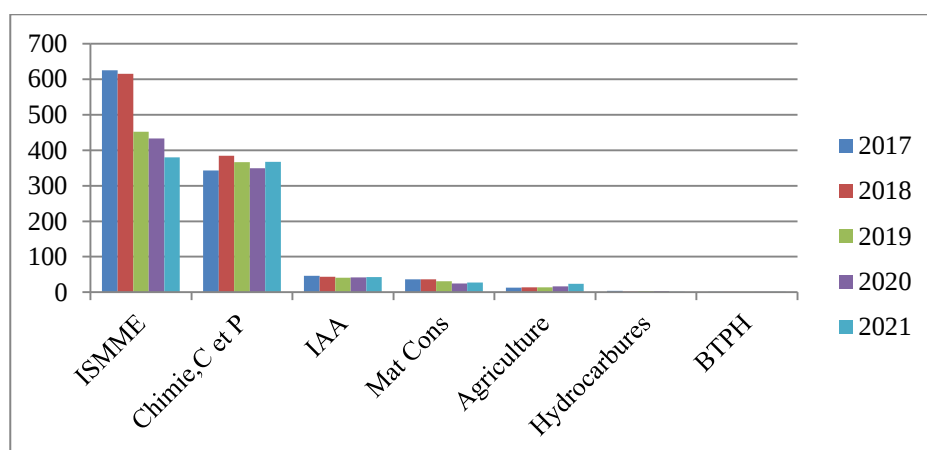
Source : données tirées des rapports annuels publiés par la Banque d'Algérie.

La contraction des volumes des intrants importés à des fins de production, qui sont passés de 20% en 2017 à 9% en 2022, est compensée par une expansion de la production locale dans les secteurs productifs concernés. Ce qui signifie un recours de plus en plus important aux intrants locaux, une tendance qu'il faut de toute évidence amplifier. En effet, l'analyse des données de certains secteurs économiques moteurs révèle que le secteur des hydrocarbures et celui du BTPH sont pratiquement indépendants des importations en matière d'intrants et d'équipements. La consommation des intrants importés des branches matériaux de construction, verre et céramique, industries agroalimentaires (IAA) et Industries sidérurgiques, métalliques, électriques (ISMME)

tend aussi à diminuer au fur et à mesure que leurs volumes de production à l'intérieur du pays augmentent. Dans ce contexte, la remontée de certaines filières de production avec l'installation d'unités de transformation des matières premières permettrait au pays d'atteindre des niveaux de valeur ajoutée plus importants, et de construire des savoirs faire essentiels à l'amélioration de productivité nationale qui demeure encore faible. L'accélération de la production locale des intrants nécessaires à l'économie nationale devrait être une priorité pour donner de la substance à la résilience de l'économie nationale.

Si certains secteurs voient leurs importations en matière des intrants reculer (hydrocarbures, BTPH, matériaux de construction, verre et céramique, agroalimentaire, etc.), le secteur agricole et celui de la chimie, caoutchouc et plastique connaissent, quant à eux, un besoin d'importation de plus en plus grandissant en intrants importés, comme on va le voir dans le paragraphe suivant. Le graphique suivant donne un aperçu des évolutions des importations par secteur de production.

Figure (5) : La part des importations dans la production du secteur/branche en (%)



Source : Données des différents rapports de la Banque d'Algérie, déflatées par le déflateur du PIB publié par la Banque Mondiale

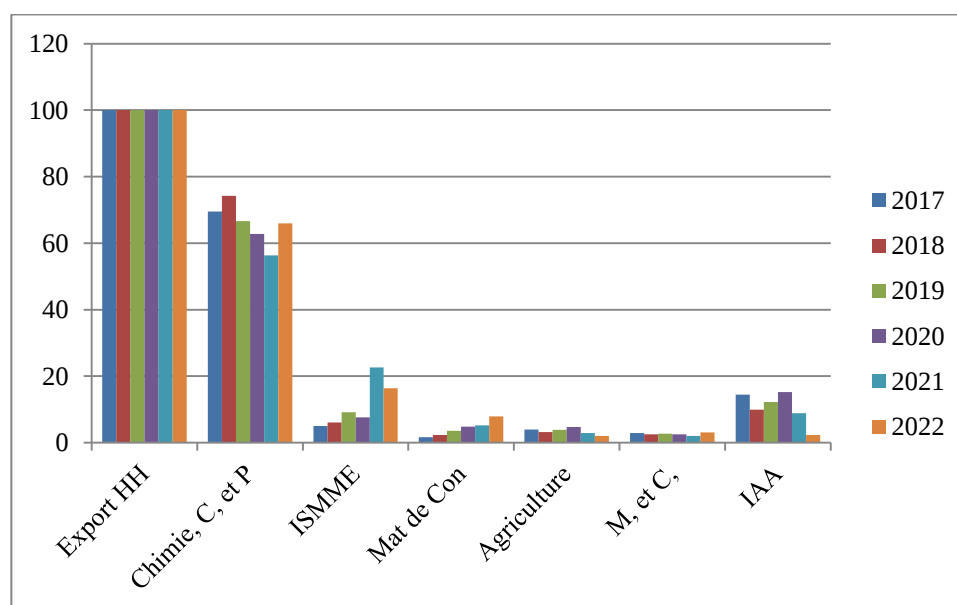
Comme nous l'avons souligné plus haut, l'analyse des données de ce diagramme confirme que la production des secteurs des hydrocarbures et du BTPH est quasiment indépendante vis-à-vis des *inputs* importés de l'étranger. En effet, la part des importations (équipements et intrants) est nettement inférieure à 1% pour le BTPH, elle n'est que de 1,22% pour les hydrocarbures en 2021. Il n'est pas sans importance de noter, ici, que le secteur du BTPH, dont les intrants sont largement produits localement, ne peut pas constituer un levier principal de la diversification des sources de richesse en dehors des hydrocarbures, car il produit des biens non échangeables à l'international. En revanche, l'expansion de la branche chimie, caoutchouc et plastique s'est accompagnée d'une plus forte dépendance vis-à-vis du marché extérieur, ses importations qui représentaient 342,91% de sa production en 2017 ont augmenté à 367,55% en 2021. Cette évolution s'explique par l'importation d'équipements de haute technologie pour l'installation d'un nombre assez conséquent d'unités de production pharmaceutiques hautement capitalistiques. Si l'accélération de la cadence de production, dans le futur, va permettre d'amortir progressivement le coût des équipements importés, le problème de la dépendance de cette branche des importations en matière d'intrants exigera, du pays, une mise en place d'une base de production de ces intrants sur le territoire national. Enfin, comme on peut le constater sur le diagramme, la production du secteur agricole, relativement indépendante des marchés extérieurs s'est accompagnée, elle aussi, d'une importante augmentation des importations, en matière de semences, de fertilisants, de produits phytosanitaires et d'insecticides, ces dernières années. Le volume importation des intrants agricoles est passé de 13,02% en 2017 à 23,53% en 2021. Ce qui réduit la résilience du secteur agricole national.

En somme, l'augmentation des volumes des importations de certains secteurs économiques clés constitue un facteur supplémentaire qui fragilise davantage la résilience de l'économie algérienne. Ainsi, face à un choc négatif externe plus au moins durable, le secteur de l'agriculture et la branche chimie, caoutchouc et plastique seront sérieusement déstabilisés, quant tenu de leur forte dépendance de l'étranger en matière d'intrants et d'équipements. Le ralentissement de la

production agricole amputera mécaniquement une part non négligeable au PIB hors hydrocarbures et diminuera la souveraineté alimentaire du pays.

Cela dit, en Algérie, de sérieux efforts ont été fournis par les pouvoirs publics, particulièrement ces dernières années, pour améliorer les performances économiques du pays. Et certains secteurs économiques connaissent une véritable dynamique. A titre d'exemple, les exportations algériennes de marchandises ont enregistré une croissance de plus de 70% entre 2017 et 2022 (Plus de détails dans les paragraphes suivants).

Figure (6) : La part des secteurs/branches dans les exportations hors hydrocarbures en (%)



Source : Données des différents rapports annuels publiés par la banque d'Algérie, que nous avons déflaté par le déflateur du PIB publié par la banque mondiale

Parmi ces secteurs qui connaissent une dynamique, on peut citer, le secteur de la chimie, caoutchouc et plastique, dont les exportations s'élèvent à 65,95% du total des exportations hors hydrocarbures en 2022. Durant la même année, la branche Industries sidérurgiques, métalliques, électriques (ISMME) a exporté l'équivalent de 16,41 % du volume global des exportations algériennes hors hydrocarbures. L'augmentation des volumes exportés par ces secteurs résulte principalement du soutien massif accordé par les pouvoirs publics pour la modernisation et l'extension des capacités de production de l'économie nationale. On peut citer les incitations des autorités pour développer les cimenteries, pour exploiter aux mieux le complexe sidérurgique d'El Hadjar, pour accélérer la mise en production du complexe sidérurgique de Bellara à Jijel, etc. Ces branches considérées comme stratégiques par l'Etat, en plus du fait qu'elles répondent à la demande locale, elles dégagent désormais un excédent de production, qu'elles destinent à l'exportation.

A contrario, les exportations de la branche agricole et des IAA ont enregistré une chute drastique entre 2017 et 2022. Les IAA ont vu leur part d'exportation chuté de 14,42% à 2% du volume global des exportations hors hydrocarbures ; de même, la part des exportations de l'agriculture dans les exportations hors hydrocarbures, s'est réduite de moitié entre 2017 et 2022. Ce recul dans la contribution aux exportations nationales hors hydrocarbures n'est pas dû à une baisse du volume de production, mais plutôt à la hausse de la demande nationale, qui ne cesse de croître avec l'accroissement démographique. Il importe de souligner, ici, les efforts considérables des pouvoirs publics pour tenter de dynamiser la production agricole. L'objectif recherché est de réduire la dépendance alimentaire et de renforcer la souveraineté alimentaire de la nation à travers les différents Programmes Nationaux de Soutien à l'Agriculture adoptés (subventions massives, programmes d'accompagnement des agriculteurs et éleveurs, etc.). Durant la même période (2017-2022), les exportations de la branche Chimie, caoutchouc et plastique ont, elles aussi, connu un

léger recul, en passant d'une part de 69,47% à 65,95%, en raison des lenteurs d'approvisionnement en matières premières, particulièrement durant la pandémie de la Covid 19.

Malgré les efforts de diversification économiques fournis par les différents gouvernements qui se sont succédés ces dernières années et les améliorations de certains indicateurs économiques de l'Algérie, la résilience de l'économie nationale demeure fragile : à l'exception de la branche matériaux de construction, verre et céramique, les autres branches exportatrices, plus particulièrement la branche chimie, caoutchouc et plastique, qui est censée être la locomotive de la diversification des ressources extérieures, demeurent fortement dépendantes en matière d'intrants procurés sur les marchés internationaux. La branche de la chimie, caoutchouc et plastique n'exporte qu'un volume équivalent à 54% de ses importations. Le constat est le même pour la branche la branche ISMME, dont les exportations ne représentent que 6,61% de ses importations.

Il apparaît que le tissu productif national est doublement dépendant des marchés extérieurs : d'une part, les industriels algériens ont besoin d'importer les intrants et équipements nécessaires à la production, d'autre part, le financement des importations de ces inputs et machines-outils est tributaire des recettes des hydrocarbures qui sont assujetties aux fluctuations des marchés internationaux. Dans ces conditions de forte dépendance des marchés extérieurs, un choc négatif des prix et/ou des volumes de production des hydrocarbures sur le marché mondial risque de paralyser sérieusement la production nationale, ou du moins ralentir sa cadence, comme on a pu le constater durant la crise de la Covid 19. Pour se prémunir du risque de tarissement des recettes des exportations pétrolières et gazières et assurer un niveau de production algérienne en mesure de satisfaire la demande nationale, en cas de chocs extérieurs durables, il est urgent de consolider les fondations du système productif. L'ambition de construire une résilience nationale forte exige, du pays, la mise en œuvre de réformes structurelles centrées sur une politique d'industrialisation mûrement réfléchie, et une amélioration de la gouvernance de l'économie nationale pour plus de performances.

III- Quelles réformes structurelles pour renforcer la résilience de l'économie algérienne ?

Malgré les progrès accomplis ces dernières années, des défis, tels que la diversification des sources de croissance économique, la faible compétitivité des entreprises nationales, la forte dépendance des intrants importés de secteurs économiques entiers, l'informel qu'il faudra intégrer dans les circuits formels, la rationalisation des dépenses publiques, la réforme de la fiscalité et des subventions généralisées, etc. soulignent la nécessité de poursuivre et d'approfondir les réformes structurelles pour renforcer la résilience économique du pays et lui garantir une croissance soutenue à long terme.

Le premier enjeu est de diversifier l'économie nationale. La diversification économique constitue une composante essentielle du développement économique. Elle permet à une économie de s'orienter vers une structure de production et d'échanges de biens et de services plus variée. Elle constitue, à ce titre, un facteur de croissance économique et de réduction de la dépendance et des risques macroéconomiques (Romer, 1986, 1990, cité par Boutaleb, 2021). Une diversité économique trop faible se traduit souvent par une plus grande vulnérabilité face à des chocs défavorables, qui peut compromettre sérieusement les perspectives de croissance à long terme (OCDE, 2020). Aussi, la diversité économique aide à renforcer la stabilité politique et institutionnelle car elle améliore l'allocation des ressources d'une nation vers des secteurs plus productifs et plus rentables. Elle permet donc de réduire les gaspillages et les conflits inhérents aux économies rentières.

Aujourd'hui, avec l'instabilité qui caractérise les marchés mondiaux, plus particulièrement les marchés des produits énergétiques et alimentaires et le ralentissement de la croissance mondiale, l'impératif de la diversification économique s'impose plus que jamais à l'Algérie. Pour ce faire, de multiples voies peuvent être suivies pour réussir cette ambition de diversification devenue plus qu'urgente.

En premier lieu, l'accent doit être mis sur l'entreprise algérienne et son environnement. Il s'agit d'assainir l'environnement des affaires et de simplifier les procédures de création et de croissance des entreprises. L'objectif premier des autorités chargée du développement du pays serait de doubler le nombre des nouvelles créations d'entreprises, mais aussi de favoriser la croissance de celles qui sont déjà en exercice, pour leur permettre d'atteindre une taille critique

(grande PME, entreprise de taille intermédiaire, grande entreprise) afin qu'elles puissent profiter des économies d'échelle et gagner en compétitivité. En outre, la diversification de l'économie nationale requiert, comme nous l'avons indiqué précédemment, la mise en œuvre d'une politique industrielle cohérente avec des objectifs clairement définis, pour évaluer et corriger les choix effectués si nécessaire il y a. La priorité pour l'Algérie est d'asseoir son économie sur des bases solides, en diversifiant sa production de biens et services, dans l'objectif d'intégrer les chaînes de valeurs mondiales dans une large gamme de secteurs, manufacturiers pour la plupart. Pour cela, il est essentiel de construire le socle d'une croissance économique tirée par les acteurs privés et de faire émerger des champions nationaux capables de faire face à la concurrence internationale et d'acquérir des parts de marché, notamment en Afrique et en Europe.

La réduction des vulnérabilités de l'économie nationale exige un effort d'identification des intrants stratégiques exposés à des chocs pour tenter de restreindre leur nombre et de les produire progressivement localement. Car une forte dépendance des marchés étrangers ne peut que renforcer l'instabilité du système productif national, singulièrement en temps d'incertitudes (les conflits géopolitiques ou les crises sanitaires) qui sont susceptibles de donner un coup d'arrêt aux échanges entre pays. En parallèle, les efforts des gouvernants algériens et des acteurs privés doivent se porter sur l'organisation des filières locales de production des intrants stratégiques préalablement identifiés. L'objectif est de les produire localement pour réduire les problèmes d'approvisionnement et les risques de volatilité des prix pour les intrants critiques. Les mesures en faveur de la création et du développement des activités industrielles doivent nécessairement s'accompagner d'un effort massif de formation technique et professionnelle des actifs, qu'ils soient déjà en poste ou au chômage. Le capital humain permettra à l'économie algérienne de gagner en productivité, en résilience face aux fluctuations économiques.

Renforcer la résilience de l'économie nationale, c'est aussi améliorer à la fois le bien-être social, la confiance des investisseurs et les performances économiques du pays. La confiance des citoyens favorise la demande qui constitue un moteur de croissance économique. Elle garantit l'efficacité des politiques publiques et la disposition des citoyens à financer l'Etat (consentement à payer l'impôt). Un climat de confiance exige des institutions de qualité qui vont jouer un rôle moteur dans la croissance économique et garantir une justice sociale effective. Dans ces conditions, le pays se doit d'améliorer son attractivité pour faire venir des investissements étrangers.

Naturellement, la confiance ne fait pas tout. L'efficacité économique nécessite la mise en place des mécanismes d'évaluation des politiques publiques. L'objectif est de mesurer l'efficacité des politiques en comparant leurs résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre pour leur réussite. La pratique de l'évaluation des politiques publiques inclut des activités techniques, d'observation, de mesure et d'analyse. Certes, l'évaluation ne constitue pas une discipline scientifique au sens classique du terme mais c'est une activité institutionnelle qui doit être intégrée à la gestion publique et au fonctionnement de l'Etat et du système politique du pays. Dans cette optique, la création d'un institut supérieur indépendant d'évaluation des politiques publiques, qui bénéficierait de ressources humaines compétentes, serait certainement d'un grand apport en termes de rigueur, d'impartialité, de transparence et de volonté de prévaloir l'intérêt public.

Parmi d'autres instruments de la politique structurelle, il y'a ceux visant à promouvoir les mécanismes du marché pour plus de concurrence, et ceux visant à pallier aux défaillances du marché pour soutenir l'innovation et stimuler la croissance. La concurrence et l'innovation sont, à notre sens, les deux conditions cruciales pour faire émerger une croissance économique pérenne, qui ne pourrait venir que d'un secteur privé performant. La réforme structurelle doit aussi concerner le système bancaire pour améliorer le financement de l'économie.

Conclusion :

Au terme de cette étude, il apparaît que la résilience de l'économie algérienne face aux chocs exogènes négatifs demeure fragile, et ce malgré les politiques budgétaire et monétaire prudentes mises en place par les différents gouvernements qui se sont succédés ces dernières années. Les réformes mises en œuvre par les pouvoirs publics, ces deux dernières décennies, pour consolider la résilience économique dans ses volets bonne gouvernance et développement social risquent d'être neutralisées par l'instabilité macro-économique qui caractérise encore l'économie

nationale. La faiblesse de l'appareil productif algérien ne peut être indéfiniment compensée par des importations que permettent encore les exportations gazières et pétrolières.

La situation est urgente tant les vulnérabilités de l'économie nationale ne cessent de croître avec la multiplication des conflits géostratégiques et les guerres dans le monde. De nombreuses organisations indépendantes, tels que le think Tank algérien Nabni, les chercheurs et universitaires pointent la nécessité d'un changement de modèle économique : substituer à un modèle rentier, dépensier et soutenu principalement par l'exploitation des ressources naturelles et la demande publique financée par le budget de l'Etat, un modèle économique basé sur l'offre et la production de richesses réelles. Il s'agit de jeter urgemment les bases d'un modèle économique qui permettrait de répondre à la demande locale par une production nationale et non par des importations.

En outre, la consolidation de la résilience économique de l'Algérie exige des pouvoirs publics de reconsidérer le système des subventions qui demeure très coûteux (17 milliards de dollars par année) et peu efficace, de revoir les mécanismes de la fiscalité ordinaire pour soutenir le budget de l'Etat. La situation exige surtout d'entreprendre des politiques de diversification du tissu productif, dans l'objectif de réduire la dépendance de l'extérieur en termes d'*inputs* et intrants matériels nécessaires à la production nationale. Cette ambition nécessite des investissements dans les différentes filières industrielles, notamment dans les industries légères, les industries de transformation et celles qui permettant plus d'autonomie pour l'agriculture (production des équipements et machines). Le développement des Industries Agroalimentaires permettraient de valoriser les produits agricoles et de réduire la facture des importations (13 milliards de dollars par année). En outre, le développement des industries légères serait une source importante de valeur ajoutée et de postes d'emploi durables.

Références bibliographiques :

1. Banque d'Algérie, différents rapports annuels (2010, 2014, 2017, 2022).
2. Banque mondiale, (2022), « Algérie : rapport de suivi de la situation économique : renforcer la résilience en période favorable », rapport du Printemps 2022.
3. Banque mondiale, (2002), « Des institutions pour les marchés », rapport sur le développement dans le monde 2002, Edition Eska, Paris.
4. Banque mondiale, (1999), « Le savoir au service du développement », rapport sur le développement dans le monde 1998/1999, Edition Eska, Paris, 1999.
5. Boutaleb K. et Boutaleb O., (2021), « La problématique de la résilience de l'économie algérienne face aux chocs exogènes », revue les Cahiers du CREAD, Vol. 37 - n° 04 – 2021, pp 155-178.
6. Briguglio L. et Piccinino S. (2012), « Growth with Resilience in East Asia and the 2008–2009 Global Recession », Asian Development Review, vol. 29, no. 2, pp. 183–206.
7. Briguglio L., Cordina G. et Vella S., (2009), « Economic vulnerability and resilience : concepts and measurements », World institute for development economics research, research paper n°2008/55, 20.
8. Briguglio L., Cordina G., Bugeta S. et Farrugia N., (2006), « Conceptualizing and measuring economic resilience », Economics Department, University of Malta..
9. Duval R. et Vogel L. (2008), « Résilience économique aux chocs : Le rôle des politiques structurelles », Revue économique de l'OCDE (2008/1) n°44, pp 211-251.
10. Elbourne A., Lanser D., Smid B. et Vromans M., (2008), « Macroeconomic resilience in a DSGE model », CPB Discussion Paper.
11. FMI, (2023), « perspectives économiques régionales: Moyen-Orient et Asie Centrale : préserver la stabilité macroéconomique dans un contexte toujours incertain », rapport Mai 2023.
12. Jolles M., Meyermans E. and Vasiček B., (2023), « Determinants of macroeconomic resilience in the euro area: An empirical assessment of policy levers ».
13. Kaufmann D., Kraay A., Mastruzzi M., «The worldwide governance indicators methodology and analytical issues», The World Bank Development Research Group macroeconomics and growth team, September 2010, policy research working paper 5430.
14. PNUD, (2006), «Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau », Rapport mondial sur le développement humain, Economica, Paris, 2006.
15. PNUD, (2002), «Deepening democracy in a fragmented world », Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, New York, 2002.
16. R. Pendall, M. Cowell (2009), « Resilience and Regions: Building Understanding of the Metaphor », Cambridge Journal of Regions Economy and Society.
17. S Diagne Y. et Thiam D. (2022), « La résilience de l'économie sénégalaise : quelles politiques publiques en réponses aux chocs exogènes ? », MPRA Paper No. 114238, posted 18 Aug 2022.